

## La Suisse dans le grand tournant de l'histoire

### INCIDENCES



FRANÇOIS NORDMANN  
ANCIEN DIPLOMATE, CHRONIQUEUR

La phrase claque au début du chapitre final d'un ouvrage consacré à la situation géostratégique mondiale: le monde et donc la Suisse aussi sont «à l'heure d'un tournant fondamental». L'auteur n'est pas n'importe qui: c'est l'un des pionniers de la pensée stratégique au sein du Département de la défense, l'architecte de la politique de sécurité que la Suisse pratique depuis les années 1990. En outre, l'ambassadeur Theodor H. Winkler a créé les trois centres de coopération internationale en matière de politique de sécurité – le GCSP (le Centre de politique de sécurité à Genève) qui lui est consacré, le Centre international de déminage humanitaire et le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées, qu'il a dirigé pendant seize ans. Il vient de publier un livre – disponible en allemand: *Zeitemwende. Russlands und Chinass Griff nach der Weltmacht*, Editions Lit) sur l'arrière-plan, le déroulement et les conséquences pour l'ordre mondial de l'agression de Poutine contre l'Ukraine. Il met en garde ses lecteurs contre l'escalade: le conflit ukrainien pourrait inciter la Chine à reprendre Taïwan par la force, ce qui pourrait dégénérer en une guerre mondiale. Et la Suisse?

«La Suisse a beaucoup perdu de terrain sur le plan international au cours des dernières années. La raison en est l'absence de clarté qui perdure dans ses relations avec l'Union européenne.» La politique européenne est jalonnée d'erreurs commises depuis le rejet de l'Espace économique européen en 1992. Le thème des rapports avec Bruxelles est devenu émotif. On a perdu de vue qu'il s'agit de l'accès de l'économie suisse au principal marché intérieur du monde, à la coopération scientifique internationale et à la possibilité de résoudre les grands problèmes qui nous sont communs, à commencer par celui de l'approvisionnement en électricité... La normalisation de nos relations avec l'UE est d'autant plus importante que les démocraties libérales sont en train d'adapter leurs institutions – UE et OTAN – à la nouvelle donne créée par l'invasion russe. Elles veulent également se coordonner avec les Américains pour élargir le champ de l'alliance vers l'Asie. «Nous sommes donc marginalisés en Europe, perdons de notre attractivité pour les Américains et risquons de manquer le train vers l'Asie...» Puis l'auteur décrit l'état lamentable de l'armée. Ses lignes se lisent comme une explication de texte du rapport que le chef de l'armée a publié le 17 août dernier sur le renforcement de la capacité militaire de la Suisse: «La réalité est brutale, clame notre auteur, le rééquilibrage des forces armées suisses prendra encore du temps».

Mais nous avons un atout aux yeux de Winkler: ce sont les centres qu'il a contribué à créer à la Maison de la Paix à Genève et qui pourraient jouer un rôle plus dynamique dans la reconstruction de l'Ukraine. Il s'agit aussi d'amplifier la démarche entreprise avec l'établissement de la plateforme Gesda: identifier les problèmes que les nouvelles technologies posent au système multilatéral. Ce type de service est la forme moderne des bons offices. Genève dispose de l'expertise et des institutions qui lui permettraient d'exercer le leadership dans le domaine cybernétique.

Il est grand temps de se bouger: les choses s'accélèrent. L'Union internationale des télécommunications et la Suisse ont organisé le mois dernier à Genève un grand débat sur le bon usage de l'intelligence artificielle, mais c'est le Royaume-Uni qui a saisi la balle au bond. A son initiative, le Conseil de sécurité a traité pour la première fois le 17 juillet dernier de l'intelligence artificielle au service de la paix et de la sécurité internationales. Le premier ministre Rishi Sunak a convoqué pour le mois de novembre prochain une conférence au sommet à Londres sur la gouvernance de l'IA afin de bannir ses éventuelles dérives. Le secrétaire général des Nations unies travaille à une convention internationale sur l'interdiction des armes létales autonomes et propose d'autre part la création d'une agence internationale de l'intelligence artificielle sur le modèle de l'Agence internationale de l'énergie atomique. On aimerait entendre qu'elle pourrait avoir son siège à Genève... ■